



15-11-2012

Renault : aux salariés de payer la note



Des « négociations » viennent de s'ouvrir entre la direction de Renault et les syndicats sur la compétitivité des usines françaises. Le patron fait du chantage à l'emploi pour tenter de faire accepter des régressions. Il faut réduire en France « le coût du travail ». Renault est un poisson pilote du MEDEF.

En France, il dispose des sites de montage à Flins, Douai, Sandouville, Maubeuge, Batilly.

En Europe il dispose de deux sites en Espagne, un en Roumanie, un en Slovaquie. Le Maroc qui produit pour l'exportation vers la France en possède deux, et un en Turquie. Les voitures produites dans ces pays sont largement vendues en France, par exemple les Twingo viennent toutes de Slovaquie, la majorité des Clio de Turquie, avec en prime une balance commerciale qui ne cesse de se creuser.

Renault veut mettre en concurrence ces sites situés dans des pays où les salaires, les avantages sociaux, les horaires de travail n'ont rien de commun.

En septembre, le directeur général C. Tavares n'a pas caché le but de ces "négociations". Il déclare **La gravité de la situation suffira à rappeler à chacun qu'il doit faire des compromis.** Et pour sur d'être bien compris il ajoute **la richesse créée est en diminution, il est temps de ne plus s'opposer.**

Aux syndicats, au nom de la sauvegarde des profits de Renault d'accepter de passer la corde aux cous des salariés. S'ils n'acceptent pas la menace de fermeture d'usines est brandie.

Il met en avant l'exemple espagnol : les syndicats espagnols de Renault ont signé le 12 novembre un accord prévoyant l'allongement de la durée du travail de 1 à 3 jours par an **pour un même salaire**, la hausse des salaires plafonnée à la moitié de la hausse des prix, une grille de salaire pour les nouveaux embauchés à 72,5% du salaire d'un agent qualifié.

Renault peut dire merci à des syndicats aussi compréhensifs.

Les salariés de Renault ont déjà été durement touchés. Si Renault n'a pas eu les honneurs de la presse comme Peugeot, il fait durement payer aux salariées la baisse de la production automobile. Jours chômés qui se multiplient pendant que les chaînes continuent à cracher à la même cadence, mutation d'une usine à une autre en fonction des besoins, départs non remplacés, prime dite d'intéressement supprimée, 0,7% d'augmentation de salaires en 2012..

Renault a de l'argent : **786 millions de profits ont été réalisés au premier**

semestre 2012. Il dispose d'une trésorerie de 11 milliards. Chaque année il verse en priorité des dividendes aux actionnaires. Plus de 300 millions en 2011. Sans compter les aides de l'Etat : crédit d'impôts, allègement Fillon sur les bas salaires, suppression de la taxe professionnelle, prime à la casse. Oui, Renault a les moyens de faire face mais il veut toujours plus de profits et pour cela exploiter encore plus les salariés.

Le capital en veut toujours plus, chez Renault comme ailleurs. Le MEDEF et les syndicats ont entamé la négociation sur le marché du travail. Le document du patronat, sans surprise demande plus de flexibilité, il veut casser le code du travail pour exploiter à sa guise.

Il ne faut pas lui céder un pouce du droit des salariés, pour bloquer ses visées, une seule solution : la lutte.

www.sitecommunistes.org